Visite du Directeur Général adjoint à Marseille : tout va bien à la DGFiP...

Après avoir interpellé le Directeur Général à l'automne, ce vendredi 10 février, une délégation Solidaires Finances Publiques 13 et C.G.T. a rencontré le Directeur Général adjoint, Vincent MAZAURIC, en fin d'après-midi, pendant une heure. Il était entouré de tout un aréopage : Directrice régionale, Directrice DirCoFi Sud-Est, Délégué inter-régional du Directeur Général, Directeur du Pôle Pilotage et Ressources et son adjoint. Nous n'attendions pas grand-chose de cette audience très formelle et cadrée, sauf peut-être de relever certaines contradictions et incohérences dans les discours des différents niveaux de notre Administration.

Le débat s'est engagé en premier lieu sur la mise en place du Prélèvement A la Source (P.A.S.). Contrairement au rapport d'évaluation de l'article 38 de la Loi de Finances qui fait lui le parallèle avec les cotisations sociales, le D.G.A. a défendu le projet en prenant l'exemple du recouvrement de la T.V.A.. Contradiction totale et démonstration étrange quand on connaît l'écart entre les taux actuels de recouvrement de l'I.R. et de la T.V.A…. Un système fonctionnant mieux que l'autre (pour ne pas dire que l'un fonctionne et pas l'autre...), nous avons attiré l'attention de nos interlocuteurs sur l'incongruité d'une réforme du mode de recouvrement. Changeant son fusil d'épaule, le D.G.A. a ensuite concédé que l'objectif de cette modification n'était pas l'amélioration du taux de recouvrement mais la contemporanéité entre perception des revenus et règlement de l'impôt. Solidaires Finances Publiques demeure profondément opposé à la mise en place du P.A.S., véritable privatisation du recouvrement de l'I.R..

Contradictions et incohérences encore lorsque, à la lecture du compte-rendu du Comité Technique de Réseau (C.T.R.) du 26/01/2017, présidé par Vincent MAZAURIC lui-même, et de la note de Claude SUIRE-REISMAN du 19/01/2017 (« *Orientations stratégiques et prioritaires de la DRFiP PACA 13 en 2017* »), les « *priorités majeures* » des Directions générale et régionale ne résistent pas à l'indubitable vérité des faits. Au delà des belles paroles, comment croire que les décisions prises au niveau national ou local vont permettre « *l'amélioration des conditions de vie au travail, le renforcement de la qualité dans l'exercice de nos missions, la sécurité des personnels et la sécurisation des processus* » ? La suppression de 37.000 emplois en 13 ans répond elle à cette logique ? Le démantèlement du maillage territorial répond il à cette logique ? Le détricotage de nos règles de gestion répond il à cette logique ?

Contradictions et incohérences toujours à propos de la situation de l'accueil de l'usager dans notre département, qui a fait l'objet d'un droit d'alerte de la part de notre organisation syndicale. Pendant longtemps vitrine de notre Administration, l'accueil présente désormais un visage peu reluisant. Les Directions nationale et régionale vantent les Centres de Contact comme solution à la situation des accueils et minimisent leur impact sur la vie des agent(e)s ; le n°2 de la DGFiP ignore par exemple que les agent(e)s travaillent parfois jusque 22h (« *vous confondez avec les Centres Impôts Service* »… Non Monsieur, nous ne confondons pas c'est la triste réalité !).

Nouvelle contradiction lorsque le Directeur Général adjoint affirme que les flux de fréquentation des usagers aux guichets sont tout à fait communicables aux organisations syndicales (« *il est naturel que ces données soient disponibles* ») ; la Directrice régionale, qui s'y refuse, a semblé apprécier… En tout cas, ce blanc-seing de la D.G. n'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd… Affaire à suivre. Mais au-delà de la communication de ces chiffres (on appréciera toutefois que la Directrice régionale justifie sa décision au prétexte qu'ils manqueraient de fiabilité…), la situation délicate des collègues perdure et aucune réponse acceptable n'est apportée : l'adhésion à un Centre de Contact, la fermeture du mardi, le service d'appui au réseau comptable ou tout autre cosmétique organisationnelle ne saurait remplacer le renfort pérenne et massif d'agents dans les services.

Contradictions et incohérences au sujet de la protection des agents encore lorsque, à l'évocation du cas particulier des collègues vérificateurs confronté à un conseil fiscal injurieux et menaçant, l'Administration se refuse à prendre ses responsabilités en signalant les faits au Procureur via l'article 40. Les motifs d'inquiétude ne manquent pas pour la sphère du contrôle fiscal, qui voit la Direction passer en force sur le déploiement de Rialto Memo (« *Rialto demeurera et doit demeurer* ») et ainsi standardiser et industrialiser encore un peu plus les méthodes de travail, alors que la suppression de trois brigades départementales et le manque d'apport technique réel fragilisent la chaîne du contrôle fiscal. Contrôle fiscal, rappelons cette nouvelle incohérence et cette nouvelle contradiction, érigé en priorité de la DGFiP ; avec la réalité concrète que nous connaissons…

Difficile en un peu plus d'une heure d'évoquer tous les sujets et d'exiger des réponses. Nous n'avons par exemple pas eu droit à la réponse du D.G.A. à notre interpellation au sujet du traitement par la D.A.J. des contentieux "De Ruyter" des Alpes-Maritimes. Nous n'entendons pas en rester là sur cette question, comme sur bien d'autres. Nous n'avons pas obtenu plus de réaction de sa part lors de la remise de la pétition intersyndicale signée par tous les agent(e)s du service R.H. qui rejettent massivement le funeste projet SIRHIUS. Nous aurions souhaité également attirer son attention sur le grignotage des droits syndicaux et réaffirmer notre revendication d'une pause qualité sur toutes les restructurations.
Pour conclure, nous n'attendions pas grand-chose de cette audience, nous ne sommes donc que peu déçus du manque de réponses apportées par la Direction générale aux inquiétudes légitimes des agent(e)s et de leurs représentant(e)s. Du discours de Vincent MAZAURIC ressort la désagréable impression que tout va bien pour le meilleur des mondes, que la DGFiP est en mesure de faire mieux (ou aussi bien) avec moins. Les collègues qui vivent chaque jour la réalité concrète des services le savent bien : il n'en est rien.

Solidaires Finances Publiques 13 appelle ainsi l'ensemble des agent(e)s à se mobiliser et à construire, dans l'unité la plus large possible, un rapport de force nous permettant de défendre notre outil de travail et les conditions d'exercice de nos missions. N'attendons rien, allons le chercher !